

print

La véritable cause du soulèvement populaire en Turquie? Le capitalisme

De [Arkan Akin](#)

Global Research, août 07, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-veritable-cause-du-soulevement-populaire-en-turquie-le-capitalisme/5345320>

En mai 2013, des centaines de milliers de personnes descendaient dans les rues de mon pays natal, la Turquie. Les médias parlaient de la destruction d'un parc et de l'islamisation de la société ; guère convaincu par ces explications, voulant m'engager et comprendre, j'ai décidé de m'y rendre. À Istanbul, il m'est devenu évident que la cause profonde de ce mouvement était le capitalisme, si développé en Turquie qu'on la surnommait « Little America ».

Les soulèvements populaires n'apparaissent pas sans raison



Des milliers de manifestants traversent le Bosphore en allant à Gezi le matin du 1er juin – Photo via Twitter

Tout a commencé quand quelques dizaines d'activistes du mouvement du « Droit à la Ville » se sont opposés à la destruction du parc Gezi le 27 mai 2013, à côté de la place Taksim, en plein cœur d'Istanbul. À ce moment-là, personne ne se doutait que cela allait être le début d'un soulèvement populaire majeur. Quelques personnes organisées et courageuses se sont battues contre ce qu'ils estimaient être injuste et, indignées par les violentes interventions policières, des milliers puis, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues. En quelques jours, des manifestations avaient lieu à travers tout le pays, et, à Istanbul, les foules avaient fait reculer les forces de l'ordre et l'occupation de Gezi avait démarré.

Ce n'était pourtant pas la première fois que des manifestants faisaient face à une violente répression policière. Quelques semaines auparavant, le gouvernement empêcha, également de manière extrêmement violente, le rassemblement historique du 1er mai à la place Taksim. En ce qui concerne la liberté d'expression, l'ONG Reporters Sans Frontières publia en 2012 un rapport intitulé « *Turquie – La plus grande prison à journalistes au monde* ».

Lors d'une de mes visites dans le quartier de Gazi (quartier historiquement révolutionnaire d'Istanbul) en juin 2013, j'ai fait la connaissance d'une jeune journaliste de « *Yürüyüş* » (*La Marche*). *La Marche* est le nom de l'hebdomadaire marxiste de Gazi, ils publient également des livres. Cette journaliste m'a raconté, de la manière suivante, [l'opération du gouvernement du 18 janvier 2013](#) contre « L'Association des Avocats Contemporains » :

« Une équipe d'intervention spéciale a fait une descente dans nos bureaux ce jour-là. Ils ont arrêté quelques collègues et ont pris tout notre matériel : les caméras, l'équipement technique, les ordinateurs et même les crayons de couleur ! Pour moi, le plus terrible était de les regarder emporter des cartons pleins de livres que nous avons publiés. »

Dans les quartiers comme celui de Gazi à Istanbul, les plus démunis et les minorités des quatre coins du pays ont grandi avec la répression d'État : gaz lacrymogène, spray au poivre, canons à eau, balles en caoutchouc, et pour certains, balles réelles et interventions militaires.

La marchandisation de l'espace et des ressources publiques en Turquie n'est pas une pratique nouvelle non plus. Les projets « HES » de centrales hydroélectriques, qui se multiplient rapidement ces dernières années, en sont la preuve : les ressources naturelles d'eau sont privatisées, des rivières décimées et l'environnement est sacrifié pour un profit lui aussi privatisé.

Pour en revenir au sujet, le parc Gezi fut un début, mais ce n'était pas l'origine de ce mouvement de masse. Gezi fut *l'étincelle* qui a rassemblé des dizaines d'associations et de partis, ainsi que des millions d'individus à travers toute la Turquie.

Les gens ne restent pas dans les rues éternellement

Depuis l'occupation de Gezi, des manifestations de solidarité prennent place fréquemment au niveau local, national et international.

Je me souviens d'un soir où le parc était très peuplé. Il y avait, entre autres, une longue chaîne humaine de femmes qui circulaient et qui chantaient : « *Tayyip où es-tu ? Les mamans sont là !* » en réponse à l'appel télévisé du Premier Ministre Tayyip Erdogan dans lequel il demandait aux mères « *de rappeler leurs enfants du parc Gezi pour leur propre sécurité* ». Les gens autour de la chaîne chantaient en retour « *Vos enfants sont fiers de vous !* ».

On a vu des grand-mères amener des plats au « Marché révolutionnaire » du parc où tout était gratuit. On a vu des nationalistes turques se battre côte à côte avec des Kurdes contre la répression policière, des personnes qui ouvraient leurs portes aux manifestants fuyant la violence policière.

On a vu une table d'Iftar (le repas du soir pour cesser le jeûne durant le Ramadan) « du peuple » s'étirant sur plus d'un kilomètre sur les pavés de la plus grande avenue commerciale d'Istanbul (Istiklal) où des croyants et des athées dinaient ensemble pour manifester contre le banquet de luxe du gouvernement sur la place Taksim.

Tous les jours pendant plus d'un mois, des manifestations de solidarité ont eu lieu dans diverses villes de la Turquie. Des manifestations de solidarité ont également pris place au niveau international, en Chine, en Bulgarie, en Argentine, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, en Suisse, en Syrie, en Espagne, au Chili, au Brésil, en Norvège, en Allemagne, en République Tchèque et dans d'autres pays. Un pianiste est venu d'Italie, avec son piano à queue, afin de jouer pendant des heures pour les manifestants à la place Taksim.



Pianiste italien à la place Taksim – via getty Images

Pourtant, malgré l'envie et la force qui circulent lors de ces rassemblements, les gens ne restent pas dans les rues éternellement et c'est normal. Cette vague de contestation pourrait bien finir par disparaître, mais pas les traces qu'elle aura laissées en souvenir. Ces souvenirs resteront gravés à jamais dans l'esprit des gens en leur rappelant le sentiment que procure le fait de travailler ensemble, plus pour les uns les autres, que chacun pour soi.

Quelle que soit la suite, le mouvement de Gezi a diffusé une nouvelle culture de résistance et de solidarité au sein de la société turque, ainsi qu'une grande vague de politisation.

Deux points revenaient presque à tous les coups en réponse à la question « est-ce que quelque chose a changé depuis le début des manifestations ? ». Le premier était le manque de confiance grandissant envers les institutions publiques et privées de la classe dirigeante, comme les médias par exemple. Ces derniers ont montré qu'ils mentaient, déformaient et omettaient les faits de manière répétée et systématique – car contrôlés soit directement par le parti au pouvoir soit par des patrons qui le soutiennent ou encore par d'autres, imposant l'autocensure éditoriale par peur de représailles. Le deuxième point récurant était, la chute de ce que beaucoup surnomment en Turquie « le mur de la terreur », qui empêchait beaucoup de manifester contre le gouvernement.

Le problème de fond a toujours été le même

Nous vivons dans un monde où « 1 % des plus riches détiennent 40 % de la

richesse mondiale » et où « 50 % des adultes du monde n'en détiennent que 1 % » selon [un article](#) basé sur un rapport de l'ONU publié par The Guardian en 2006. Cette concentration est inhérente à l'économie mondiale capitaliste et la Turquie ne fait pas exception.

L'exploitation et l'oppression du peuple, ainsi que la concentration de richesses et de pouvoir résultent toutes du système capitaliste-impérialiste.

Lorsque nous prenons une conséquence (la répression policière) pour une cause (le système capitaliste), [nous perdons de vue nos objectifs](#). Beaucoup de manifestants de la place Taksim se sont trouvés dans cette confusion. Durant le mois de juin à Taksim, je posais une question : « *Pourquoi es-tu ici ?* » Une jeune femme appartenant aux « Jeunes Turcs », qui est une organisation de jeunesse nationaliste-kemaliste, m'a répondu : « *On manifeste contre la répression policière et pour rétablir une Turquie d'Ataturk* ».

Un autre soir, lorsque je rentrais d'une manifestation à Gezi, un chauffeur de taxi m'expliquait que « *la Turquie est le pays le plus libre du monde* ». Ceci au moment où plus de 7500 manifestants avaient été blessés – 5 tués et des dizaines encore dans un état critique selon [l'Association Médicale Turque](#). « *J'ai voyagé à travers toute l'Europe en tant que camionneur, fais-moi confiance c'est bien pire là-bas. Ici tu es libre de manifester pacifiquement, personne ne va t'en empêcher* » a-t-il ajouté.

Lors d'un soulèvement populaire, les représentants des classes dirigeantes fournissent de grands efforts pour nous convaincre que le problème est spécifique (islamisation, manque de démocratie, usage « excessif » de la force, autoritarisme...). Le but étant de présenter tous les problèmes socio-économiques et politiques comme étant indépendants et isolés, ainsi, le peuple ne remet pas en cause le système dans son ensemble.

Le fait est que ces problèmes ne disparaissent pas après des réformes du système politique ou économique. Au contraire, ils reviennent sans arrêt, sous d'autres formes, car ils sont inhérents au capitalisme. Le capitalisme est basé sur l'exploitation du peuple, sa nature provoque la concentration de pouvoir et de richesses ce qui mène logiquement à l'oppression du peuple.



Bannière au parc Gezi – Photo par Arkan Akin

Le problème de fond a toujours été le même, la solution aussi : l'anticapitalisme avec comme objectif la mise en place d'une alternative réellement démocratique et socialiste.

Ce but n'est pas atteignable sans une organisation large et profonde de la société, une organisation populaire. La coordination au niveau internationale, avec un abandon du repli nationaliste, est également nécessaire. Cela ne se fera pas du jour au lendemain, cependant nous devons faire attention à ne pas prendre

des conséquences comme étant les causes des problèmes socio-économiques ou politiques. Le danger avec cette confusion est de tomber dans un réformisme illusoire qui ne fera que modifier la forme de ces problèmes, sans nous apporter la liberté pour laquelle nous nous battons.

Comme le dit Slavoj Žižek dans son article intitulé *Trouble in Paradise* : « *Cette réalisation – que l'échec pourrait être inhérent au principe pour lequel nous nous battons – est un grand pas dans l'éducation politique.* »

Copyright © 2013 Global Research